



## Bankenwerte lassen Börsen steigen

Der Euro Stoxx 50 legte zuletzt 1,4 Prozent zu auf 2 911,98 Punkte. Seite 78

## EZB hat weitere Instrumente auch ohne Helikopter-Geld

Die Europäische Zentralbank hat weiterhin Instrumente, um Deflationsrisiken zu bekämpfen. Seite 78



## Fortsetzung der Zinswende in kleinen Schritten

**New York/Washington.** Die Chefin der US-Notenbank Fed geht von einer Fortsetzung der Zinswende in kleinen Schritten aus. Graduelle Zinsanhebungen blieben derzeit angemessen und seien die plausibelste Annahme, sagte Janet Yellen in der Nacht zum Freitag in New York. Man werde die weitere wirtschaftliche Entwicklung genau beobachten. Die US-Wirtschaft sei solide und befinde sich nicht in einer Blase, sagte Yellen. Die Aussichten für fortgesetztes Wachstum seien gut. Die Stärke der eigenen Ökonomie fuße vor allem auf dem inländischen Konsum. Dagegen entwickle sich die Weltwirtschaft relativ schwach. Zusammen mit dem starken US-Dollar habe dies der Konjunktur in den Vereinigten Staaten Gegenwind gegeben. Der Wechselkurs des Dollar gehöre aber nicht zu den Zielen der Fed-Politik, betonte Yellen. Auf dem US-Arbeitsmarkt habe es zuletzt Fortschritte gegeben, es seien aber noch weitere Verbesserungen möglich. Man sei nahe der Vollbeschäftigung. Bei der Inflation habe die Fed-Politik bereits Wirkung gezeigt. Die dennoch nach wie vor relativ niedrige Teuerungsrate sei „teilweise vorübergehend“. Yellen sagte, dass die Fed eine Inflation von zwei Prozent anpeile. Dies sei aber nicht als Obergrenze zu verstehen. (dpa)

## Opel: Mehr als 3000 neue Jobs bis 2019/2020

**Mainz/Rüsselsheim.** Die Belegschaft von Opel in Rüsselsheim soll nach Darstellung von Gesamtbetriebsratschef Wolfgang Schäfer-Klug wieder kräftig wachsen. Von Ende 2013 bis 2019/2020 entstünden am Stammsitz über 3000 Arbeitsplätze, sagte er. Die „Allgemeine Zeitung“ in Mainz (Freitag) hatte darüber berichtet. Damit werde der Verlust von rund 2700 Jobs im Rahmen der Restrukturierung des Jahres 2005 mehr als wett gemacht. „Es freut uns sehr, dass mit dem IG-Metall-Tarifvertrag, den wir mit dem Management 2013 vereinbarten, dieser Abbau mehr als ausgeglichen werden kann“, sagte Schäfer-Klug dem Blatt. 1400 Stellen seien schon vor allem im Werkzeug- und Prototypenbau sowie in der Entwicklung neu geschaffen worden. Bis zu 150 andere kämen im laufenden Jahr hinzu. Zudem seien 270 Leiharbeiter übernommen und knapp 600 ausgelagerte Jobs wieder zurückgeholt worden. Bis zum Ende des Jahrzehnts soll die Produktion sowohl im Getriebewerk als auch im Pkw-Stammwerk von zwei auf drei Schichten hochgefahren werden. Das bringe 1500 neue Jobs. Nach harten Sanierungen, bei denen 2014 auch das Opel-Werk in Bochum geschlossen wurde, hatte die Tochter des US-Autokonzerns General Motors (GM) ihre Verluste zuletzt deutlich verringert. (dpa)

A suivre sur les marchés la semaine prochaine

# Une réunion qui vaut de l'or (noir)

Le prix du pétrole suspendu à la réunion des pays producteurs

PAR MIKE FELTEN\*

**Le 17 avril prochain se tiendra à Doha une réunion des pays producteurs de pétrole, membres et non membres de l'OPEP, afin d'adopter une stratégie commune face à la chute des prix du brut. Le marché mondial de cette «denrée rare» est sous pression depuis le milieu de 2014 et les pays producteurs n'ont su s'entendre afin d'éviter l'écroulement du cours.**

Les cours du pétrole s'étaient stabilisés, après la crise financière de 2008, autour des 100-110 dollars. En investissant massivement dans le pétrole non conventionnel, le pétrole de schiste, les Etats-Unis ont reconquis en 2014 la place du premier producteur mondial de pétrole (perdue en 1974). Avec cette première place et la volonté d'indépendance par rapport aux producteurs arabes, la donne a changé au niveau de l'offre et les prix du pétrole ont commencé à fluctuer. La part du pétrole US a continuellement augmenté dans la production mondiale pour dépasser en 2014, 11,644 millions de barils par jours contre 11,505 millions pour l'Arabie saoudite. La production d'hydrocarbures de schiste, extraits notamment dans le Dakota du Nord, le Texas et le Nouveau-Mexique, a atteint à elle seule 3,6 millions de barils/jour en 2014. Stockée principalement à Cushing dans l'Oklahoma, la quantité d'or noir disponible a atteint mi-2015 un niveau jamais vu depuis 80 ans. La crainte d'un «tank tops», cette limite à partir de laquelle plus une goutte de pétrole ne pourra être stockée, a même vu le jour. Depuis janvier 2016, après que les sanctions infligées par la communauté internationale aient été levées, un acteur supplémentaire est revenu sur le marché du pétrole: l'Iran. Ce dernier a annoncé fin 2015 qu'il allait augmenter sa production de pétrole d'un demi-million de barils par jour au début de 2016 et d'un million de barils supplémentaires par jour en mars 2016.

### Augmentation incessante de la production

C'est à ce moment que le marché a pris conscience de l'impact de ce bouleversement: face à une production qui ne cesse d'augmenter sans hausse correspondante de la demande, les cours du pétrole ne pouvaient que baisser. Saluée au début par les marchés, cette baisse était supposée soutenir les économies industrialisées, notamment celles de la zone euro, empêtrées dans une stagnation économique depuis la crise financière. Un prix du pétrole bas per-



La part du pétrole US a continuellement augmenté dans la production mondiale pour dépasser en 2014, 11,644 millions de barils par jours contre 11,505 millions pour l'Arabie saoudite. (PHOTO: REUTERS)

met des économies dans les budgets des consommateurs et industries européens. Le recul des coûts de l'énergie explique en bonne partie l'amélioration des taux de croissance de certains pays européens en 2015. Mais de l'autre côté, cette baisse du prix du pétrole rapporte moins de recettes fiscales aux Etats.

### 27,8, dollar le baril, un plus bas atteint en janvier

Malheureusement, ce qui semblait une aubaine s'est vite transformé en problème. Les cours du pétrole ont continué à baisser pour atteindre un plus bas de 27,80 dollars fin janvier 2016.

Les marchés ont dès lors commencé à se poser des questions sur la viabilité d'un tel prix quant aux finances publiques des pays producteurs, mais également des sociétés productrices.

L'Arabie saoudite a affiché un déficit record de plus de 98 milliards de dollars en 2015, soit 15% de son PIB et s'attend à un déficit de 87 milliards cette année. Les exportations de pétrole représentent la quasi-totalité (plus de 90%) des recettes de l'Arabie saoudite. Avec un niveau de dépenses assez élevé, pour équilibrer le budget le royaume a besoin d'un baril à 90 dollars. Certes, l'Arabie saou-

dite a accumulé durant les années fastes de confortables réserves de devises. Mais celles-ci ont fondu à cause d'un prix du pétrole ayant atteint un de ses plus bas historiques. Au rythme actuel des dépenses, les réserves du pays soutiennent encore cinq années. La voie d'une austérité a déjà été annoncée.

Les pays comme l'Algérie, le Venezuela ou la Russie souffrent encore plus du prix du pétrole très bas. Pour survivre, un prix durable entre 80 et 100 dollars leur est nécessaire.

### Un cercle vicieux gravé dans les esprits de tous les opérateurs

Ces pays utilisent les pétrodollars pour développer leurs économies nationales et soutenir les économies développées, via le commerce mondial. Des coupes dans leurs dépenses deviennent inévitables et impacteront également, in fine, l'activité économique des pays européens.

Ce cercle vicieux est gravé dans les esprits de tous les opérateurs de bourse. D'où le retournement des marchés actions à chaque baisse importante du prix de l'or noir. Début 2016, le secteur bancaire était sous pression par rapport à la baisse du prix du pétrole. Les investisseurs craignaient une

nouvelle crise comme en 2008, sachant que de nombreux financements dans le secteur de l'énergie ont été organisés par les grandes banques. À cause d'un cours du pétrole très bas, ces sociétés pourraient tomber en difficultés de remboursement voir en défaut.

La réunion du 17 avril prochain fera le suivi de l'accord sur un gel de la production à son niveau de janvier. Le niveau de janvier avait été convenu entre l'Arabie saoudite et la Russie - principaux producteurs de brut dans le monde - au cours d'une rencontre à Doha avec le Venezuela et le Qatar.

Un nouveau compromis sera difficile à trouver.

D'un côté, les Saoudiens souhaitent maintenir coûte que coûte la production du royaume pour affaiblir les pays concurrents et l'Iran. L'Iran de son côté a annoncé qu'il écoulait toute sa production, sans limite sur le marché.

De l'autre côté, quelque 15 producteurs Opep et non-Opep, qui représentent près de 73% de la production mondiale de pétrole, soutiennent l'initiative d'un gel de production. La guerre du pétrole est encore loin d'être terminée.

\*Mike Felten est directeur de Fortuna Banque